

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 -CP/CHL

Arrêté préfectoral imposant à la S.C.I. LE MANOIR des prescriptions complémentaires visant à réduire l'impact du dépôt de borogypse situé à HERZEELE

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier dans l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur dans l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 SEPTEMBRE 1990 autorisant la S.C.I. LE MANOIR - siège social : Lieudit La Briqueterie - 59470 HERZEELE - à exploiter une décharge de borogypse à HERZEELE ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 1999, imposant à la S.C.I. LE MANOIR des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation de cette décharge ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2003 prescrivant une étude d'impact du dépôt de borogypse sur son environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2004 prescrivant un diagnostic approfondi et une évaluation simplifiée des risques ;

VU le rapport en date du 11 octobre 2005 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les observations formulées par l'exploitant par courrier du 8 novembre 2005 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 22 novembre 2005 ;

VU le rapport en date du 6 décembre 2005 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le courrier en date du 9 janvier 2006 adressant le projet d'arrêté préfectoral établi à l'issue de la réunion du conseil départemental d'hygiène susvisé ;

VU les observations formulées par la S.C.I. LE MANOIR le 18 janvier 2006 ;

VU le rapport en date du 15 mars 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

La **SCI Le Manoir**, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à **HERZEELE (59470)**, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite à **HERZEELE** au lieu dit La Briqueterie.

ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 2.1 – Constitution du réseau

Afin d'assurer la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant met en place, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un réseau constitué :

- des piézomètres dénommés Pz1, Pz2, Pz3, et puits CGP figurant sur le plan en annexe,
- d'un piézomètre Pz6 à implanter à 50 mètres environ en aval hydraulique du piézomètre dénommé Pz1,
- d'un piézomètre Pz7 à implanter à 100 mètres environ en aval hydraulique du piézomètre Pz1.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Les piézomètres éventuellement abandonnés seront fermés dans les règles de l'art et notamment les piézomètres dénommés SE et FO sur le plan en annexe.

Article 2.2 – Paramètres à surveiller et fréquence des mesures

1. Pendant la durée des travaux mentionnés à l'article 4 et jusqu'à trois mois après leur achèvement les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont les suivants :

Piézomètre	Paramètre	Fréquence
Pz1	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Pz2	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Pz3	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Pz6	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Pz7	Arsenic, Bore	Trimestrielle

2. En dehors de la période définie au 1 ci-dessus

Les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont :

Piézomètre	Paramètre	Fréquence
Pz2	Arsenic, Bore	Semestrielle
Pz3	Arsenic, Bore	Semestrielle
Pz6	Arsenic, Bore	Semestrielle
Pz7	Arsenic, Bore	Semestrielle

Cette surveillance est mise en place dès la constitution du réseau piézométrique sus-visé.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES

Les eaux superficielles faisant l'objet d'une surveillance sont les mares M1 et M2, les étangs ED et EG ainsi que le ruisseau bordant le site. Ces ensembles sont localisés sur le plan en annexe au présent arrêté.

1. Pendant la durée des travaux mentionnés à l'article 4 et jusqu'à trois mois après leur achèvement, les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont les suivants :

Lieu	Paramètre	Fréquence
Mare M1	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Mare M2	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Echantillon commun aux étangs ED et EG	Arsenic, Bore	Trimestrielle
Ruisseau : au niveau du regard situé entre les étangs et le lotissement	Arsenic, Bore	Trimestrielle

2. En dehors de la période définie au 1 ci-dessus, les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont :

Piézomètre	Paramètre	Fréquence
Mare M1	Arsenic, Bore	semestrielle
Mare M2	Arsenic, Bore	semestrielle
Echantillon commun aux étangs ED et EG	Arsenic, Bore	semestrielle
Ruisseau : au niveau du regard situé entre les étangs et le lotissement	Arsenic, Bore	semestrielle

Le programme de surveillance pourra être adapté (renforcé ou allégé) suivants les résultats des différentes analyses.

ARTICLE 4 – TRAVAUX

L'exploitant procède aux travaux cités ci-après de manière ordonnée afin de limiter au strict minimum leur impact et la diffusion éventuelle des polluants dans l'environnement.

Article 4.1 : Mise en place d'un réseau efficace de récupération des eaux susceptibles d'être polluées

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant aménage le réseau de collecte des eaux de ruissellement en procédant à :

- Un reprofilage du fossé drainant afin d'assurer un écoulement des eaux de ruissellement collectées vers les anciens bassins de traitement. Ce fossé doit être rendu étanche afin de garantir l'absence d'écoulements latéraux vers les mares ou d'infiltration dans les sols.
- Une étanchéification des bassins de traitement afin d'éviter tout phénomène d'infiltration.
- La mise en place d'un système permettant une obturation de l'exutoire dans l'environnement du bassin de traitement R3 (cf. plan en annexe).

Article 4.2 : Mise en œuvre de dispositions visant à l'arrêt des rejets polluants

Afin d'arrêter les rejets de substances polluantes provenant de son dépôt de borogypse, l'exploitant procédera, avant le 30 juin 2007, à un isolement du massif de déchets par :

- Le pompage de la charge hydraulique au sein du massif de déchets,

- La vérification du bon état de la couverture étanche en partie ouest du dépôt et sa réparation si nécessaire ainsi que la mise en place d'une couverture étanche sur la partie n'en étant pas équipée afin d'arrêter :
 - le ruissellement des eaux pluviales sur les matériaux pollués et leur lessivage pour, à terme, obtenir dans les bassins uniquement des eaux pluviales propres, aptes à être rejetées dans le milieu naturel,
 - l'alimentation de la charge hydraulique présente au sein du dépôt.

L'exploitant s'assure également de l'absence de communication entre :

- le dépôt de borogypse et la mare M2,
- le dépôt de borogypse et la mare du manoir M1.

Dans le cas contraire, il y remédie dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de cette absence de communication.

Si la surveillance définie à l'article 2.2 laisse apparaître pour les piézomètres Pz6 ou Pz7 des valeurs dépassant les limites définies à l'article 5, alors une barrière hydraulique ceinturant le massif ou tout autre système équivalent est mis en place dans le but d'isoler le massif de la nappe des limons.

ARTICLE 5 - ELIMINATION ET REJET DES EAUX POLLUEES

Dès la mise en place des mesures prévues à l'article 4.1, l'ensemble des eaux collectées dans les bassins de traitement pendant et après les travaux ne peuvent être rejetées dans l'environnement que si leurs teneurs en arsenic et bore sont inférieures aux valeurs suivantes :

- arsenic : 50 µg/l,
- bore : 1 mg/l.

Dans le cas contraire, les eaux doivent être traitées afin de satisfaire ces critères ou éliminées en tant que déchets.

Il en va de même pour l'eau pompée au sein du massif.

Pendant les travaux mentionnés à l'article 4.2, l'exutoire du bassin R3 est maintenu en permanence fermé. De plus, l'exploitant veille à toujours disposer d'un volume libre de stockage dans le bassin R3 suffisant afin d'éviter tout débordement même en cas d'épisode pluvieux. Leur rejet éventuel dans l'environnement ne peut intervenir qu'après analyse et dans la mesure où les valeurs limites précitées sont respectées.

Lorsque les travaux précités à l'article 4.2 seront achevés, si les analyses réalisées avant rejet des eaux du bassin R3 durant une année pleine montrent le respect des concentrations en bore et arsenic précitées, alors l'exutoire du bassin R3 peut être maintenu en position ouverte. Les analyses des eaux rejetées sont alors réalisées de manière semestrielle. Si les concentrations en bore et arsenic précitées sont de nouveau dépassées, alors la procédure explicitée au paragraphe précédent est de nouveau mise en œuvre jusqu'à la diminution sous les limites fixées et pendant une année pleine des concentrations en bore et arsenic.

Les eaux évacuées en tant que déchets ne peuvent l'être que dans une installation autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

ARTICLE 6 – TRANSMISSION DES RESULTATS DU SUIVI

L'exploitant transmet, dans le mois qui suit leur réalisation, les résultats des analyses des eaux souterraines et de surface à l'inspection des installations classées réalisées conformément à l'article 2.

L'exploitant établit un registre dans lequel il consigne les données relatives aux eaux pompées dans le massif et aux eaux récupérées dans le bassin R3 : volume, traitements réalisés ou filière d'élimination, résultats d'analyses dans le cas d'un rejet dans le milieu naturel.

L'exploitant établit annuellement une synthèse du programme de suivi et des actions menées sur le site. Cette synthèse est accompagnée de tous les commentaires et propositions nécessaires.

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont transmis à sa demande.

ARTICLE 7 – CONTROLES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8

Les articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 février 2003 sont abrogés.

ARTICLE 9

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 10

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d' HERZEELE,

- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d' HERZEELE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

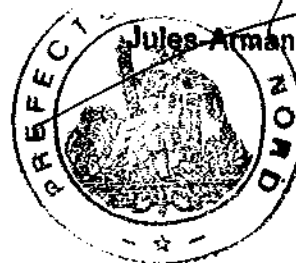
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 24 AVR. 2006

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint



Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Pour copie certifiée conforme
Le Chef de Bureau Délégué.

G. GENNEQUIN